



CTL Renault Lardy

Lundi 16 octobre 2023

Stop aux massacres à Gaza !

Depuis le 7 octobre, déjà près de 3 000 Palestiniens sont morts dans les bombardements de l'armée israélienne. En une semaine, plus de 720 enfants ont été tués, soit davantage qu'en plus d'un an de guerre en Ukraine. S'y ajoutent le million d'habitants qui fuient le nord de Gaza devant l'invasion imminente par Tsahal. C'est un véritable massacre qui se déroule, prélude probable d'une nouvelle annexion et d'un nouvel exode palestinien.

Israël, État oppresseur et colonial

L'État d'Israël s'est servi des attaques aveugles contre des civils perpétrées par le Hamas, organisation nationaliste obscurantiste, contestée il y a encore quelques semaines par des manifestants palestiniens, pour soumettre la bande de Gaza à un bombardement intense, visant indistinctement hommes, femmes et enfants, les privant d'eau et d'électricité, les terrorisant et les affamant pour les forcer à l'exil.

Le peuple palestinien subit l'oppression depuis 75 ans, chassé de ses terres, dispersé dans tout le Moyen-Orient, éclaté en Palestine sur deux bouts de territoire totalement dépendants d'Israël, entourée de murs et de check-points... Avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la colonisation de ses terres n'a fait que s'accélérer. Mais, tant que le peuple palestinien subira destructions, occupations et massacres, le peuple israélien sera condamné à vivre dans un état de guerre permanent.

Des manifestations à Londres, à New-York, à Tel-Aviv... mais interdites en France !

Les grandes puissances occidentales s'empressent de soutenir Israël et sa politique guerrière. Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Tel Aviv pour « *exprimer la solidarité de la France envers Israël* ». « *Le droit d'Israël à répondre aux attaques terroristes n'est pas contestable et nul ne peut lui dénier son droit à se défendre* », a-t-elle dit. Un blanc-seing pour l'État israélien et le massacre qu'il est en train de perpétrer à Gaza !

Le gouvernement Macron va même jusqu'à interdire toute manifestation de soutien des droits des Palestiniens, prétextant... « *un contexte d'une grande violence* » et « *des risques d'exportation de cette violence [étrangère] sur le sol national* » !

Pendant ce temps, la droite et l'extrême droite peuvent tranquillement parader dans le 16^e arrondissement de Paris pour manifester leur soutien à Netanyahu. Mais, dans les pays où il n'y a pas d'interdiction, beaucoup de gens manifestent leur révolte, à Londres, New York ou Madrid. Et même à Tel Aviv, pour réclamer la démission de Netanyahu et le retour des otages. Cela pourrait bien être le début d'une prise de conscience en Israël même que ce dont ont été victimes les civils israéliens est bien un retour de flamme de la politique sioniste du gouvernement, sa politique de guerre et d'oppression du peuple palestinien.

Face aux interdictions, exprimons la solidarité la plus large !

La nécessité de l'heure, c'est bien d'affirmer haut et fort notre solidarité avec les Palestiniens sous les bombes, car c'est aussi encourager en Israël les jeunes qui n'acceptent pas la guerre et qu'on va envoyer expulser et massacrer dans la prochaine offensive terrestre.

Et, contrairement à ce qu'affirment les autorités qui interdisent les manifestations, la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits n'a rien à voir ni avec le soutien à l'idéologie et la politique du Hamas, ni avec l'antisémitisme ! En revanche, lundi 9 octobre, c'était bien le Rassemblement national, un parti aux racines notoirement antisémites, qui a défilé avec des députés de la majorité, pour afficher son soutien total à l'État colonialiste israélien !

Et ce sont bien ces mêmes politiciens qui rivalisent de démagogie islamophobe et anti-immigrée en utilisant le crime atroce d'un déséquilibré contre un prof de français.

**Stop au massacre en cours à Gaza !
Soutien total au peuple palestinien !**

Salariés de toutes les entités, unissons-nous !

La découpe de Renault façon « petit bois » se poursuit : c'est maintenant Flexis, co-entreprise avec Volvo et probablement la compagnie de transport maritime CMA CGM, qui sera chargée du développement du FlexEVan.

Nos grands génies de la direction générale nous présentent ça comme une innovation mais diviser pour mieux régner, c'est une vieille méthode de domination.

Alors, revenons nous aussi aux fondamentaux du monde du travail : la solidarité et l'unité, quelle que soit notre entreprise, Renault, ex-Renault ou prestataires !

E-Lardy invente l'Amp'Airbnb

Un nouveau concurrent arrive dans le domaine de l'immobilier : E-Lardy. La commission censée gérer la reconversion du site soutient la location du L48 à Serma en lieu et place des investissements que Renault aurait dû engager. Prochaine étape : la location des bureaux et des bancs à la journée, comme un Airbnb ?

Comment la CFDT réussira-t-elle à nous faire passer la location à la découpe du site comme une grande avancée pour les travailleurs ? Mystère !

Pas de guerre de Sécession entre salariés

Le L48 devait accueillir des essais abusifs sur les batteries. Mais Serma va aussi construire un banc moteur Électrique et des bancs Electronique de Puissance, déjà existants à Lardy. Le début d'une mise en concurrence entre le Nord du site, loué par lots à des entreprises sous-traitantes et le Sud du site, qui resterait Renault ?

En tout cas, pour les salariés, pas question de tomber dans le piège d'une guerre de Sécession Nord-Sud (d'autant plus qu'on a déjà eu les gris et les bleus avec la RCC !).

Renault, Ampere, prestataires, restons unis !

Caporalisme à la sauce Le Borgne

L'intranet essaie toujours (et en vain) de nous rendre les directeurs sympathiques en les filmant sur un canapé en mode « boîte à questions ».

Dans le dernier épisode, on découvre que Gilles Le Borgne voulait être amiral quand il était petit (« et c'est finalement un peu ce que je suis devenu » ajoute-t-il, bouffi d'orgueil). Paraît qu'il rêve de dîner avec Napoléon. Car c'est sa source d'inspiration pour ses plans autoritaires et son management agressif ?

Après Ghosn qui se prenait pour Louis XIV, Le Borgne se prend pour l'amiral Nelson !

Laissez les rênes de la société à des mégalos pareils conduit depuis longtemps à la catastrophe, il est urgent qu'on en prenne collectivement le contrôle !

17 octobre 1961 : le temps passe, la police reste

Le 17 octobre 1961, dans les rues de Paris, les travailleurs algériens et leurs familles qui protestaient contre le couvre-feu qui leur était imposé ont été réprimés dans le sang par la police : entre 200 et 300 morts, la police tirant sur les manifestants, des cadavres jetés dans la Seine, 12 000 arrestations et tabassages dans les commissariats.

Du côté des médias soutenant le gouvernement, c'était l'omerta. Aujourd'hui, pour ce 17 octobre 2023, Darmanin, digne héritier du préfet de police de Paris qui a ordonné le massacre de 1961, a décidé d'interdire le rassemblement en hommage aux victimes.

Conférence sociale = monologue gouvernemental

La veille de la conférence sociale sur les bas salaires du gouvernement, Élisabeth Borne propose la mise en place d'un « Haut conseil aux rémunérations » : une nouvelle commission bla-bla. Et la seule préoccupation de la Première ministre serait les grilles qui démarrent en dessous du SMIC et pour lesquels on pourrait demander aux patrons (pas contraindre !) à payer le salaire minimum.

Pour les augmentations qu'il nous faut, il vaudra mieux compter sur nos grèves.

Nos revendications :

- 400 € de plus par mois pour tous et toutes
- 2 000 € de salaire minimum
- aucune pension inférieure à 2000 €

Glyphosate : nos vies, leurs profits

La Commission européenne propose la prolongation pour encore 10 ans de l'autorisation du glyphosate. Les effets néfastes de cette substance chimique sont pourtant connus, mais les intérêts des géants de l'agro-alimentaire passent avant tout. Alors même qu'un tribunal français vient de reconnaître la responsabilité du glyphosate dans les malformations et maladies d'un jeune de 16 ans, les gouvernements tergiversent sur son interdiction, à commencer par le gouvernement français qui s'est abstenu lors du vote. Un nouveau vote en novembre doit décider si les industriels pourront continuer à nous empoisonner.

Le logement d'abord ?

Alors que 4 millions de personnes sont mal logées, la construction de logements ne cesse de ralentir. Pas étonnant que des étudiants se retrouvent à dormir dans leur voiture ou que les bidonvilles enflent.

Une crise aggravée par la multiplication des logements vacants, qui dépassent les 3 millions en 2023. Si le gouvernement appliquait la loi de réquisition, personne ne dormirait dans la rue. Mais dans cette société capitaliste, un titre de propriété vaut plus qu'une vie.